

Avis du Conseil d'Etat

La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).

Le document reprend les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.

➤ **DOC 52 2210/002 DU 23 DÉCEMBRE 2009**

Avis du Conseil d'État n° 47 426/2 du 9 décembre 2009 sur la proposition de loi instaurant la règle *una via* dans les affaires pénales fiscales et instituant un auditeur fiscal et un comité F.

➤ **DOC 52 1346/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 420/1 du 3 décembre 2009 sur la proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la disposition anti-abus.

➤ **DOC 52 1348/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 421/2 du 9 décembre 2009 sur la proposition de loi organique du contrôle du Service public fédéral Finances.

➤ **DOC 52 1669/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 422/1 du 3 décembre 2009 sur la proposition de loi visant à lutter contre la fraude fiscale internationale et les paradis fiscaux.

➤ **DOC 52 1980/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 424/1 du 3 décembre 2009 sur la proposition de loi organisant l'évaluation des résultats de la lutte contre la fraude fiscale.

➤ **DOC 52 2205/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 425/1 du 3 décembre 2009 sur la proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 relatives à la levée du secret bancaire.

➤ **DOC 52 2216/002 DU 5 JANVIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47 427/1 du 3 décembre 2009 sur la proposition de loi visant à supprimer le secret bancaire